DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 16 MARS 1986



LISTE CONDUITE PAR André LABARRÈRE

pour une majorité de progrès avec le Président de la République

PRÉSENTÉE PAR LE PARTI SOCIALISTE ET LES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

Chers amis,

La question posée par les élections du 16 mars est double.

— Voulons-nous revenir 20 ans en arrière, allons-nous permettre à une opposition revancharde de saper les résultats de l'effort de nous tous, uniquement parce qu'elle estime que le pouvoir lui échoit de droit divin ?

— Notre pays peut-il prendre le risque que s'installe au sommet de l'Etat le désordre et l'incapacité de gouverner ensemble, spectacle désormais quotidien offert au peuple français par une opposition désunie ?

Les enjeux du 16 mars sont bien là. La France n'a pas besoin de désordre. Nous avons besoin que l'action engagée par le Gouvernement depuis 1981 continue après le 16 mars.

L'effort de tous produit ses premiers résultats.

Malgré les dénigrements de l'Opposition, les résultats sont là, indiscutables, unanimement reconnus par la presse internationale. Souvenez-vous, au lendemain de l'élection de F. MITTERRAND, les leaders de l'opposition rivalisaient dans l'annonce des catastrophes à venir : une inflation à 25 %, le désordre dans la rue, une instabilité permanente. La Droite s'est trompée. Les gouvernements de Gauche ont bien travaillé malgré des conditions économiques défavorables : absence de reprise, dollar passant de 4 F à plus de 10 F en 1985. Autour du Président de la République, le gouvernement auquel j'appartiens depuis 1981 a prouvé que la Gauche était meilleure gestionnaire que la Droite.

La quasi-totalité des indices économiques sont bons. Les journaux qui vous ont été distribués les présentent dans le détail mais je voudrais vous parler de ce véritable cancer des sociétés industrielles que constitue le chômage.

Les résultats que nous avons obtenus dans ce domaine sont encore insuffisants mais l'action vigoureuse du gouvernement commence à produire ses effets. Pour la première fois depuis 17 ans, la courbe du chômage s'infléchit, moins 85 000 chômeurs en 1985. Les quelques 3 milliards de francs consacrés à la lutte contre le chômage depuis 1981 commencent à donner des résultats positifs. L'effort consenti par l'ensemble des Françaises et des Français ne doit pas être remis en cause au seul nom d'une idéologie, fût-elle libérale. L'exemple Anglais où le libéralisme fait des ravages est là pour nous faire réfléchir. Ne nous arrêtons pas en chemin. Nous ne pouvons en aucune façon renoncer à faire gagner la France. Avec les Socialistes et le Président de la République, selon l'expression de Laurent FABIUS **« gardons une France d'avance ».**

La remise en cause des acquis sociaux.

Le redressement économique engagé ne s'est pas fait au détriment de la recherche d'une meilleure justice sociale. Les T.U.C., la formation des jeunes, les aides aux chômeurs en fin de droits, les 39 h de travail hebdomadaire, la retraite à 60 ans, la 5e semaine de congés payés, le relèvement du S.M.I.C., du minimum vieillesse, la très forte augmentation des allocations familiales, l'égalité de l'homme et de la femme devant l'emploi, la création de l'impôt sur les grandes fortunes, l'exonération d'impôt sur le revenu de ceux qui perçoivent le S.M.I.C. sont autant de mesures prises par le gouvernement durant ces cinq années.

L'opposition remet en cause nombre de ces acquis. En voulant supprimer l'autorisation administrative de licenciement, nous pouvons imaginer le nombre de chômeurs supplémentaires que cette mesure entraînerait. De même, la Droite remet en cause la Sécurité Sociale.

En privatisant les groupes nationalisés, elle livrerait notre patrimoine national aux capitaux étrangers.

La décision de la droite de privatiser Elf-Aquitaine serait une catastrophe pour notre région : nombreux licenciements, désengagement de l'aménagement du département, mise en cause grave de la politique d'indépendance énergétique de la France.

En supprimant l'impôt sur les grandes fortunes et la tranche d'imposition à 65 %, la Droite ferait un cadeau de plus de 15 milliards aux Français les plus riches que vous devriez payer par des impôts plus lourds.

Ne faites pas perdre la France en votant pour la Droite !

Le 16 mars, vous devez penser à tout cela.

*
* *

La seule liste qui représente l'ensemble des entités culturelles de notre département est la liste socialiste pour une Majorité de Progrès avec le Président de la République. Si vous votez pour la liste de l'Opposition dite unie, vous oublierez totalement les Basques qui n'auront aucun représentant, Michel Inchauspé ayant été écarté par la Droite. Quant aux deux Parisiens de droite découvrant soudainement leurs « attaches locales » ils ne connaissent pas suffisamment le terrain et ne pourraient pas défendre les aspirations des habitants de notre département à l'Assemblée Nationale. A Droite, aucun représentant du Pays Basque ne figure en position d'être élu.

La liste que je conduis est équilibrée et tient compte des réalités culturelles, ethniques et géographiques des Pyrénées-Atlantiques. Vous savez combien la connaissance de sa région est primordiale pour agir avec efficacité. Tel a toujours été mon engagement auprès de vous comme Député ou comme Président du Conseil Régional d'Aquitaine.

Le 16 mars, vous manifesterez votre volonté d'être représentés par des élus qui vous connaissent et que vous connaissez.

Le 16 mars, vous confirmerez votre volonté de continuer le redressement de notre pays dans la sérénité et la tolérance autour du **Président de la République.**

Votez et faites voter pour la liste conduite par **André LABARRERE** pour une majorité de progrès avec le Président de la République.

André LABARRÈRE

Maire de Pau
Ancien Président du Conseil Régional d'Aquitaine
Ministre chargé des Relations avec le Parlement

André LABARRÈRE
Jean-Pierre DESTRADE
Henri PRAT
Martine LIGNIÈRES
Pierre PEDROSA
Pierre UHARD
David HABIB
André DAROCHA

• IPADOUR • PAU • RC B 304575384 •

Vu, les candidats